



Assemblée générale

Distr. générale
3 octobre 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Forum sur les questions relatives aux minorités
Septième session
25 et 26 novembre 2014

Projet de recommandations sur la prévention de la violence et des atrocités visant des minorités et les mesures à prendre face à de tels actes*

* Soumission tardive.

GE.14-17860 (F) 061114 071114



* 1 4 1 7 8 6 0 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–6	3
II. Considérations générales.....	7–11	4
III. Recommandations.....	12–80	5
A. Recommandations relatives à la prévention de la violence et des atrocités....	12–40	5
B. Recommandations pour faire face à des violences en cours.....	41–60	9
C. Recommandations concernant les situations d’après violence	61–80	12

I. Introduction

1. Le présent document, établi en application des résolutions 6/15 et 19/23 du Conseil des droits de l'homme, contient le projet de recommandations qui servira de base aux débats de la septième session du Forum sur les questions relatives aux minorités. Les participants examineront la question intitulée «Prévention de la violence et des atrocités visant des minorités et mesures à prendre face à de tels actes», et s'efforceront de produire des résultats concrets et tangibles sous la forme de recommandations thématiques. Le projet de recommandations figurant dans le présent document vise à orienter les discussions du Forum en vue de renforcer encore les recommandations et d'en enrichir la teneur. Ces recommandations seront présentées par le Rapporteur spécial sur les droits des minorités au Conseil des droits de l'homme, à sa vingt-huitième session.

2. Le projet de recommandations s'inspire principalement des dispositions figurant dans la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques. Cette déclaration établit les normes internationales de base relatives aux droits de l'homme dans le domaine de la promotion et de la protection des minorités et affirme que la protection des droits des minorités contribue à renforcer l'amitié et la coopération entre les peuples et les États. En outre, comme cela a été universellement reconnu dans le Document final du Sommet mondial de 2005, la promotion et la protection des droits des minorités contribuent à la stabilité politique et sociale. Le projet de recommandations se fonde en outre sur d'autres normes, principes et lignes directrices internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et concernant la promotion et la protection des droits des minorités, notamment la jurisprudence et les observations générales de différents organes conventionnels de l'ONU et les recommandations et rapports pertinents établis par les différents titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, dont le Rapporteur spécial sur les droits des minorités. Dans ce contexte, il est admis dans le projet de recommandations que la mise en œuvre générale des droits des minorités et l'existence de cadres institutionnels et généraux appropriés peuvent contribuer efficacement à prévenir la violence et les atrocités visant des minorités et à faire face à de tels actes.

3. Le projet de recommandations a également été établi en tenant compte de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, dont les dispositions affirment que le génocide constitue un crime international. De même, les résolutions du Conseil des droits de l'homme et du Conseil de sécurité relatives à la prévention du génocide, ainsi que l'analyse et l'examen des travaux du Secrétaire général et du Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger ont également inspiré la rédaction du projet de recommandations. Celui-ci tient compte du principe de la responsabilité de protéger et des trois piliers qui sous-tendent ce principe, à savoir: il incombe au premier chef à l'État de protéger ses populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, et de l'incitation à les commettre; il incombe à la communauté internationale d'encourager et d'aider les États à s'acquitter de cette responsabilité; il incombe à la communauté internationale de mettre en œuvre les moyens diplomatiques, humanitaires et autres moyens pacifiques afin d'aider à protéger les populations des atrocités, comme indiqué dans le document final du Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1 de l'Assemblée générale).

4. Comme cela a été rappelé lors de sessions antérieures du Forum sur les questions relatives aux minorités, il importe de souligner que la liste des questions qui font l'objet des recommandations n'est pas exhaustive. Le secrétariat espère sincèrement que les participants s'attacheront à améliorer le texte des recommandations de manière constructive, dans un esprit de coopération et d'ouverture au dialogue.

5. Dans ses travaux, le Forum tient compte du fait qu'il existe une grande diversité de situations, tant au niveau des pays que des minorités, et qu'en conséquence, des mesures différentes peuvent être requises, selon le pays, pour prévenir la violence et les atrocités visant des minorités et faire face à de tels actes. À des sessions antérieures, les participants au Forum ont rappelé que, si l'on veut qu'elles atteignent les objectifs visés, ces mesures doivent être contrôlées et revues régulièrement. Il a aussi souvent été souligné qu'il n'est généralement ni possible ni souhaitable d'appliquer des solutions uniques à des problèmes différents, et qu'il convient donc d'appliquer les recommandations en ayant ce fait à l'esprit. Il convient de noter que ces recommandations, quoique non exhaustives et formulées dans des termes généraux, couvrent et traitent un large éventail de situations dans lesquelles des violences à l'égard des minorités se produisent, et qu'elles doivent être appliquées dans des pays caractérisés par des contextes politiques, religieux, historiques et culturels différents, dans le plein respect des normes universelles relatives aux droits de l'homme. Le devoir qu'a tout État de protéger ses populations de la violence et des atrocités sans distinction d'appartenance nationale, ethnique, religieuse, linguistique ou autre transcende toute idéologie, toute religion ou tout système de valeurs qui seraient spécifiques à cet État, et il est solidement établi par les instruments relatifs aux droits de l'homme universellement acceptés.

6. La présente session du Forum sur les questions relatives aux minorités est l'occasion, pour toutes les parties prenantes, d'échanger leurs points de vue sur les pratiques, les approches et les mécanismes existants qui pourraient être reproduits dans d'autres pays. À cet égard, le présent projet de recommandations offre aux autorités publiques, décideurs, responsables politiques, groupes ministériels, organisations non gouvernementales, universitaires et autres acteurs, y compris les médias, un aperçu des pratiques et des solutions concrètes destinées à prévenir la violence et les atrocités visant des minorités, ainsi que des réponses appropriées à prendre aux niveaux national, régional et international. Les recommandations finales devraient aider tous les participants et les acteurs concernés à faire des choix appropriés et éclairés lorsqu'ils traitent des situations de violence à l'égard des minorités et y font face. Elles devraient aussi aider les minorités elles-mêmes en guidant les efforts qu'elles font pour améliorer leur situation et faciliter le dialogue et les échanges avec l'ensemble des acteurs concernés.

II. Considérations générales

7. Les recommandations proposées dans le présent document doivent être lues en parallèle avec les recommandations de fond orientées vers l'action qui ont été formulées lors des six sessions précédentes du Forum sur les questions relatives aux minorités, car elles s'appliquent également aux situations dans lesquelles il est nécessaire de prévenir la violence à l'égard des minorités et d'y faire face.

8. Dans le cadre des mesures qu'ils prendront pour prévenir la violence et les atrocités visant des minorités et faire face à de tels actes, tous les acteurs sont vivement encouragés à appuyer leurs initiatives sur les quatre piliers de la protection des droits des minorités: la protection de l'existence des minorités, la promotion et la protection de l'identité des minorités, l'égalité et la non-discrimination et le droit à une participation effective à tous les domaines de la vie civique, politique, publique, économique, sociale et culturelle.

9. Il importe de rappeler que toutes les mesures visant à appliquer les recommandations devront systématiquement tenir compte des conditions, de la situation et des besoins spécifiques des femmes qui appartiennent à une minorité, lesquels résultent de formes multiples et interdépendantes de discrimination.

10. Toutes les mesures prises en vue de mettre en œuvre les recommandations devraient, dans toute la mesure du possible, être élaborées, conçues, appliquées, surveillées et revues en consultation avec des membres des minorités, y compris des femmes, et avec leur participation effective.

11. La reconnaissance du statut de minorité ne relève pas de la seule décision de l'État. Conformément à l'interprétation authentique faite par le Comité des droits de l'homme de l'ONU, l'existence de minorités doit être établie selon des critères objectifs. Rien ne doit être négligé pour garantir le respect du principe d'auto-identification.

III. Recommandations

A. Recommandations relatives à la prévention de la violence et des atrocités

1. Recommandations adressées aux États

12. Parmi les mesures indispensables pour prévenir la violence, les États doivent respecter les normes internationales relatives à la protection des droits des minorités, à l'égalité et à la non-discrimination, et appliquer pleinement la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, et les autres normes régionales et internationales pertinentes.

13. Des inégalités flagrantes et persistantes peuvent engendrer les conditions qui rendent les communautés minoritaires vulnérables à la violence. Il est nécessaire de comprendre et de traiter la dynamique et les effets de la discrimination, de l'exclusion et des inégalités, y compris les formes convergentes de discrimination, pour que les minorités pauvres et marginalisées soient moins exposées à la violence. Les États doivent encourager la participation effective des personnes appartenant à des minorités à la vie politique, socioéconomique et culturelle de la société, et promouvoir l'égalité et l'intégration constructive de ces personnes. Des mesures spéciales doivent être prises en faveur des communautés les plus défavorisées sur le plan économique.

14. Les États doivent adopter la législation nationale requise pour interdire et réprimer la discrimination fondée sur l'appartenance nationale, ethnique, religieuse et linguistique. Ils doivent veiller à ce que les questions relatives aux minorités reçoivent l'attention voulue lors de la conception, de la planification, de la mise en œuvre, de la surveillance et de l'évaluation des politiques et programmes de développement, y compris dans le contexte du Programme de développement pour l'après-2015, afin d'améliorer la gouvernance et de réduire les inégalités.

15. Il convient d'adopter une législation interdisant l'incitation à la haine et à la violence et prévoyant des sanctions appropriées, conformément aux normes internationales, notamment en ce qui concerne la liberté d'expression et les propos haineux. Les États doivent prendre des mesures pour détecter les propos haineux et l'incitation à la violence, notamment dans les médias et sur les réseaux sociaux, et y réagir de manière appropriée, y compris en poursuivant les auteurs.

16. Les États doivent éviter les situations générant ou prolongeant l'apatridie, les refus de nationalité ou la déchéance de la nationalité en ce qui concerne les personnes appartenant à des minorités, car, à défaut, les communautés minoritaires se retrouvent exposées à la violence et à d'autres violations de leurs droits et ne bénéficiant que d'un faible niveau de protection de la part d'autorités publiques qui peuvent ne pas les reconnaître comme des nationaux ou des citoyens dont les droits doivent être protégés. La procédure de demande de naturalisation doit être équitable, transparente et non discriminatoire à l'égard des minorités quelles qu'elles soient.

17. Les États doivent prendre des mesures concrètes pour assurer une gouvernance efficace et inclusive et garantir la participation des minorités à tous les niveaux de la vie politique et au sein des instances décisionnelles, condition indispensable pour que les problèmes et les préoccupations des minorités, y compris la menace de violences, soient pris en considération dès que possible et dûment traités par les autorités et les instances publiques. Le système électoral des États doit garantir une représentation équitable de tous les groupes minoritaires, en particulier des groupes les moins nombreux et sous-représentés.

18. L'éducation a un rôle essentiel à jouer dans la prévention de la violence et la promotion de la compréhension entre les communautés. L'enseignement des principes qui régissent les droits de l'homme, les droits des minorités, l'égalité et la non-discrimination ainsi que de l'apport positif des minorités doit être intégré dans l'éducation à l'école et hors de l'école, dans le but de promouvoir le dialogue, la compréhension et la tolérance entre les différents groupes qui composent la société. L'enseignement des langues, de la culture, de la religion et de l'histoire des différents groupes minoritaires doit être encouragé dans tout le système éducatif, notamment dans les établissements d'enseignement multilingues ou dans ceux où les minorités sont fortement représentées.

19. Les États doivent envisager d'élaborer des programmes et des initiatives fondés sur l'ouverture, la concertation et la participation des minorités et spécifiquement destinés à prévenir la violence et les tensions intercommunautaires, particulièrement dans les contextes marqués par des tensions historiques ou des violences récurrentes.

20. Les États doivent définir et mettre en place des indicateurs d'alerte précoce pour évaluer l'existence de facteurs susceptibles d'engendrer des violences et permettre aux autorités de prendre immédiatement les mesures appropriées pour prévenir ce phénomène. Certains de ces indicateurs doivent concerner spécifiquement les minorités et être évalués en concertation avec les communautés concernées.

21. Les États doivent envisager de créer des institutions spécialisées ou des unités ou départements spécialisés au sein des institutions existantes, notamment des ministères chargés de la protection et de la promotion des droits des minorités, et y affecter des agents issus de minorités et ayant une connaissance approfondie des questions relatives aux minorités. Ces institutions ou ces départements peuvent jouer un rôle moteur dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, l'attention portée aux questions relatives aux minorités, la surveillance de la situation des minorités, l'établissement de mécanismes de plainte, la création de cadres d'échanges destinés à promouvoir la concertation, les travaux de recherche et les enquêtes sur les violations des droits de l'homme, les menaces et les atteintes aux droits des minorités. Ils doivent disposer d'un mandat clair, d'une autorité suffisante et des moyens financiers nécessaires pour pouvoir travailler efficacement. Lorsque des tensions existent ou que des violences se sont déjà produites, les questions relatives aux minorités doivent être traitées au plus haut niveau de l'État, pour garantir la mise en place de cadres institutionnels et politiques adaptés pour la gestion de la diversité.

22. Les États doivent recueillir des données ventilées, notamment, par sexe, âge, ethnie, religion, langue maternelle et situation géographique qui constitueront un outil de prévention de la violence permettant de mieux comprendre l'importance numérique et la situation des minorités. Ces données doivent se fonder principalement sur l'auto-identification et la société civile et les groupes minoritaires doivent être associés à l'ensemble du processus d'élaboration et de collecte des données, afin d'améliorer la précision et la cohérence du travail de collecte et d'analyse. Analysées en combinaison avec les indicateurs socioéconomiques, ces données permettent d'étayer par des faits la détermination des causes des inégalités et de l'exposition à la violence.

23. Les procédures de collecte de données doivent être pleinement conformes aux normes internationales relatives à la protection et à l'utilisation des données personnelles, afin d'éviter que ces données ne soient utilisées abusivement pour cibler une minorité en particulier. La collecte et l'utilisation des données doivent s'opérer en pleine concertation avec les minorités, à titre de mesures de confiance, particulièrement lorsque des violences se sont déjà produites. Concrètement, il convient de former des personnes issues de minorités aux méthodes de collecte des données et de les faire participer à l'analyse de ces données.

24. Pour prévenir la violence contre les minorités, il est indispensable que les États adoptent des stratégies globales, inclusives et volontaristes en matière de police et de sécurité et qu'ils intègrent des pratiques positives dans les stratégies globales de maintien de l'ordre et de protection. Il est essentiel de consulter les communautés minoritaires et de les associer aux mesures de prévention de la violence.

25. Pour éviter qu'elles ne fassent l'objet de comportements partiels entraînant des réactions conflictuelles et des tensions ou des violences intercommunautaires, les États doivent veiller à ce que les minorités soient suffisamment représentées au sein des forces de l'ordre et des organes de sécurité à tous les niveaux. Ils doivent mettre en œuvre des mesures de discrimination positive consistant notamment à aller au-devant des communautés et à établir des procédures de recrutement transparentes basées sur des principes tels que la représentation juste et équitable de toutes les minorités au sein des forces de l'ordre, y compris aux plus hauts niveaux de la chaîne de commandement.

26. Il convient, particulièrement dans les pays qui ont déjà connu des violences ou des conflits, de recourir à des méthodes d'évaluation des risques fondées sur l'analyse des précédents afin d'apprécier la mesure dans laquelle certaines communautés risquent d'être à nouveau exposées à des menaces de violence. Des événements ou des situations tels que des élections ou des périodes d'agitation politique ou sociale caractérisées par des divisions fondées sur l'appartenance nationale, ethnique, religieuse ou linguistique ou susceptibles d'exacerber de telles divisions doivent être surveillés avec une attention particulière afin de prévenir les risques de violence.

27. Dans les situations de tensions naissantes, les autorités doivent veiller à ce que les organes chargés du maintien de l'ordre soient adaptés et préparés à faire face à la situation en question, notamment à déployer un personnel mixte sur les plans ethnique et religieux dans les zones de tensions intercommunautaires. Pour détecter les menaces et alerter les forces de l'ordre en cas de risque élevé ou de violence, des pratiques telles que la mise en place de comités de surveillance de quartier ou de dispositifs similaires devront être envisagées.

28. Des organes de supervision doivent être établis de manière à garantir un contrôle indépendant de l'action, des programmes, des modalités de recrutement et des diverses activités des services de police. Ces organes doivent comprendre des membres issus de minorités et disposer du mandat et des moyens techniques nécessaires pour traiter les plaintes pour traitement inéquitable et abus à l'égard de minorités.

29. La formation des agents des forces de l'ordre aux droits de l'homme et aux droits des minorités constitue une composante essentielle de toute pratique policière appropriée et doit être conçue de façon à promouvoir la tolérance et le respect de la diversité. En outre, les questions de genre doivent être intégrées à tous les aspects des domaines de police et de sécurité.

2. Recommandations adressées aux acteurs non étatiques

30. Les associations des communautés minoritaires, les organisations non gouvernementales et les responsables des différentes communautés doivent constamment veiller à détecter les premiers signes de violence potentielle, et ils doivent rester en contact avec toutes les autorités concernées afin de signaler les sujets d'inquiétude et les menaces et de permettre aux autorités de réagir rapidement dès les premiers signes de tensions.

31. Les responsables religieux et communautaires doivent engager et entretenir un dialogue interethnique et interreligieux constructif et envisager d'élaborer des projets interculturels et interconfessionnels, notamment parmi la jeunesse, afin de promouvoir des relations harmonieuses et d'empêcher des groupes terroristes ou extrémistes nationalistes, ethniques ou religieux d'exercer des violences contre des minorités.

32. Conformément aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: mise en œuvre du cadre de référence «protéger, respecter et réparer» des Nations Unies», les acteurs non étatiques et les entreprises doivent promouvoir et respecter les droits de l'homme dans leurs environnements respectifs et s'abstenir de tout acte susceptible d'engendrer des tensions entre communautés ou de conduire, directement ou indirectement, à des violences dirigées contre des groupes minoritaires, par exemple dans le cadre de projets fonciers ou de projets d'accès à des ressources ou de développement national. Toute activité susceptible d'avoir des incidences négatives sur les minorités et sur leur environnement ou d'engendrer des tensions entre ces communautés doit être précédée d'une concertation avec les groupes concernés.

33. Les groupes minoritaires et les communautés majoritaires doivent porter une attention particulière à la situation et aux perspectives des jeunes. Des projets doivent être menés parmi la jeunesse afin de promouvoir la compréhension, la tolérance et le respect mutuel entre les communautés et de mettre fin à l'enrôlement ou à l'exploitation de jeunes par des groupes qui incitent à la violence ou la préconisent.

34. Les institutions nationales de protection des droits de l'homme doivent envisager de se doter d'unités ou de services spécialisés ou de pôles de compétence chargés des questions relatives aux minorités, afin d'entretenir le dialogue avec les communautés minoritaires, de surveiller les situations à risque et d'appuyer la mise en œuvre de programmes relatifs aux droits de l'homme, en lien étroit et en concertation avec ces communautés. Elles doivent être habilitées à établir des mécanismes de plaintes accessibles aux personnes ou aux groupes appartenant à des minorités et compétentes pour connaître des plaintes pour violence ou menaces de violence.

35. Les médias et autres sources d'information doivent veiller à ne pas tenir ni autoriser de propos haineux ni à inciter à la haine ou à la violence. Il convient de mettre en place des organes indépendants de surveillance des médias chargés de surveiller les informations que ceux-ci donnent et, s'il y a lieu, de faire part aux autorités nationales compétentes de toute préoccupation relative à l'incitation à la violence.

36. Les groupes représentant les minorités et les organisations non gouvernementales nationales doivent avoir connaissance des mécanismes régionaux et internationaux existants et de leur rôle potentiel dans la prévention de la violence contre des minorités; la société civile doit porter à l'attention des organes régionaux et de la communauté internationale les sujets de préoccupation qui apparaissent au niveau national.

3. Recommandations adressées aux acteurs régionaux et internationaux

37. Les organes régionaux relatifs aux droits de l'homme doivent, dans le cadre de leurs activités, notamment de la surveillance de la mise en œuvre par les États des normes régionales et internationales, porter une attention systématique aux questions relatives aux minorités et aux menaces potentielles visant des minorités en particulier. Ils doivent poser aux États des questions précises concernant la situation des minorités et les interroger sur la nature des menaces ou des violences que subiraient des minorités et sur les moyens constructifs de gérer la diversité à titre de stratégie de prévention.

38. Les organes régionaux doivent envisager de mettre en place des mécanismes régionaux spécifiquement chargés d'examiner les questions relatives aux minorités, notamment des groupes de travail, des rapporteurs ou tous autres mécanismes appropriés, habilités notamment à effectuer des visites dans les pays et à analyser les situations dans lesquelles les droits des minorités suscitent des préoccupations. Des dispositifs régionaux coordonnés d'alerte rapide et d'action urgente doivent être mis en place pour réagir rapidement et de manière appropriée aux situations nouvelles de tensions, de conflit ou de violence.

39. Les organisations régionales et internationales doivent renforcer leurs capacités pour apporter aux États une assistance technique, notamment en ce qui concerne les questions relatives aux minorités, la non-discrimination, la prévention des conflits et de la violence et la formation des agents publics et des membres des forces de l'ordre. Elles doivent nouer des liens diplomatiques étroits avec les États afin de faciliter la fourniture de cette assistance technique et l'exécution des activités qui en relèvent.

40. Comme il est indiqué dans l'initiative «Les droits avant tout», l'ONU et ses partenaires régionaux et sous-régionaux doivent améliorer leur réaction collective face aux risques futurs de violations graves des droits des minorités, notamment par un renforcement de leur coopération dans la collecte et l'échange d'informations, l'amélioration de leur savoir-faire, la mise en commun des évaluations de situations d'intérêt commun, ainsi que la médiation, le dialogue et les initiatives diplomatiques, afin de développer une compréhension commune des sujets de préoccupation en matière de sécurité et d'y apporter en temps voulu une réponse coordonnée.

B. Recommandations pour faire face à des violences en cours

1. Recommandations adressées aux États

41. Les États doivent respecter les dispositions du droit international des droits de l'homme et en garantir l'application, et, lorsqu'un conflit armé se produit, appliquer le droit humanitaire, en ce qui concerne la protection des membres des minorités qui risquent d'être ou ont été victimes de violences.

42. C'est aux États qu'il incombe au premier chef de protéger leurs populations de la violence et des atrocités, sans distinction d'appartenance nationale, ethnique, religieuse, linguistique ou autre, et ils doivent agir sans délai, dans le respect de leur droit interne et du droit international, pour mettre fin à la violence aussi rapidement que possible et par tous les moyens appropriés et proportionnés.

43. Les États doivent veiller à ce que les minorités touchées par les violences, y compris les groupes les plus marginalisés ou ceux touchés par un conflit auquel ils ne sont pas partie, aient accès immédiatement à une assistance humanitaire, notamment à l'eau potable, à l'assainissement, à de la nourriture, à un logement, à des soins médicaux et autres services de base.

44. Les États doivent reconnaître que les femmes appartenant à des minorités risquent d'être victimes de formes spécifiques de violence sexiste, et ils doivent prendre des mesures appropriées pour les protéger de ces risques et menaces, y compris du recours délibéré au viol et aux agressions sexuelles comme « arme de guerre » dans les situations de conflit.

45. Les États doivent prendre toutes les mesures possibles pour que les enfants appartenant à des minorités qui risquent d'être ou ont été victimes de violence bénéficient d'une protection et de soins, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant et au droit international humanitaire.

46. Les États doivent mettre en place des mécanismes efficaces de police et de sécurité qui soient en mesure de mettre fin immédiatement aux violences contre les minorités dès que ces violences éclatent. Ils doivent créer et maintenir des moyens de communication fiables et efficaces entre les communautés et les forces de l'ordre, afin que les communautés attaquées puissent prendre rapidement contact avec les autorités publiques et déclencher des opérations de sécurité.

47. Les agents des forces de l'ordre doivent être objectifs et professionnels et agir de manière appropriée et sans préjugés afin de protéger les communautés minoritaires. Les bonnes pratiques en la matière consistent notamment à déployer rapidement un personnel mixte sur les plans ethnique et religieux dans les zones touchées par des tensions et des violences intercommunautaires et à mettre en place des chaînes de commandement appropriées pour permettre aux agents déployés sur le terrain de prendre les décisions opérationnelles requises pour protéger ou défendre les communautés visées par les violences.

48. Lorsque cela est nécessaire, les États doivent veiller à ce que, dans le cadre des opérations contre la violence menées par les forces de l'ordre, du personnel féminin soit déployé ainsi que d'autres agents formés, autant que possible, à la prise en charge des femmes victimes de viol et d'autres formes de violence sexiste.

49. Les États doivent veiller à ce que les membres de minorités ne soient pas forcés d'abandonner leur maison. Lorsque des minorités sont déplacées de force pour des raisons de sécurité, les autorités concernées doivent faire participer les populations touchées, notamment les femmes, à la planification et à la gestion des opérations de réinstallation. Les sites d'accueil pour les minorités déplacées ne doivent pas présenter de risques supplémentaires, notamment pour les femmes qui auront peut-être à s'éloigner d'un environnement sûr pour trouver de la nourriture et de l'eau, des soins médicaux, des services d'hygiène ou autres éléments indispensables. Les États doivent protéger les droits patrimoniaux individuels et collectifs des minorités, leurs lieux de culte et leur patrimoine culturel.

50. Les États doivent, chaque fois que cela est possible, recueillir rapidement des données fiables afin d'établir et d'évaluer les incidences des violences en cours sur les minorités, notamment le nombre de morts, de blessés, de personnes privées de liberté ou de personnes déplacées ainsi que le nombre de faits de violence sexiste.

2. Recommandations adressées aux acteurs non étatiques

51. Les autres parties aux conflits armés, en particulier les groupes armés, doivent respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et prendre toutes les mesures nécessaires pour que les droits et la sécurité des minorités soient dûment protégés dans les zones qu'elles contrôlent. Les groupes armés non étatiques doivent prendre part au dialogue et au processus de médiation engagés dans le cadre des négociations de paix pour assurer la protection des civils, en particulier des minorités qui sont exposées en tant que telles à des atrocités.

52. Les institutions nationales de protection des droits de l'homme doivent contribuer à mettre fin à la violence, notamment en la dénonçant publiquement, en proposant de jouer le rôle de médiateurs impartiaux dans les situations de conflit, en élaborant et en mettant en œuvre des plans et des programmes dans les situations d'urgence, en surveillant les épisodes de violence contre des minorités, en menant des enquêtes sur ces faits et en les faisant connaître, y compris, si nécessaire, aux organes régionaux et internationaux.

53. Les institutions nationales de protection des droits de l'homme doivent promouvoir la concertation et le dialogue entre toutes les parties au conflit et mener des missions de recherche et d'établissement des faits destinées à enquêter sur les faits de violence contre des minorités. Elles peuvent jouer un rôle particulièrement important dans le cadre de la médiation et des enquêtes indépendantes, particulièrement lorsque l'État et/ou les forces de l'ordre sont les auteurs des violences ou y sont impliqués.

54. Les institutions nationales de protection des droits de l'homme ou les bureaux du médiateur peuvent envisager d'ouvrir des bureaux sur place ou de dépêcher du personnel dans les lieux qui ont été ou sont encore le théâtre de violences, afin d'observer les situations de près et d'en rendre compte.

55. Les responsables religieux et communautaires doivent maintenir le dialogue interethnique et interreligieux lors des épisodes violents afin de contribuer à mettre fin à la violence et engager des actions pour protéger les minorités lorsque les violences persistent et pour empêcher que des atrocités soient commises.

56. Les médias doivent rendre compte des conflits ou des violences en cours visant des minorités d'une manière impartiale et objective, en employant un langage neutre qui n'exacerbe pas les tensions et n'expose pas davantage les minorités à de nouvelles violences.

57. S'il y a lieu, les organisations non gouvernementales et les organismes humanitaires doivent déployer du personnel et des moyens pour venir en aide aux minorités touchées par la violence. Lorsqu'ils fournissent cette assistance, ils doivent veiller à ce que leurs activités n'exposent pas leur personnel ni aucun des bénéficiaires à d'éventuelles nouvelles violences.

3. Recommandations adressées aux acteurs régionaux et internationaux

58. Les mécanismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de veiller au respect des droits de l'homme doivent surveiller sans délai les situations de violence qui se dégradent, appuyer les initiatives prises dans le domaine de l'accès de l'aide humanitaire et s'efforcer de mettre en œuvre tous les moyens procéduraux et diplomatiques dont ils disposent pour aider à mettre rapidement fin aux violences, par exemple en menant des missions d'établissement des faits pour enquêter sur les atrocités qui ont pu être commises.

59. Le Conseil des droits de l'homme, les procédures spéciales, le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide et les autres mécanismes compétents doivent étudier les moyens d'améliorer le traitement, la gestion et l'évaluation des informations concernant des violations graves des droits des minorités en train d'être commises, et de porter rapidement ces informations à l'attention des organes décisionnels pertinents des Nations Unies, en particulier l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

60. La communauté internationale doit, en fonction des circonstances, de la nature et de l'ampleur des violences en train d'être commises, et conformément au droit international et aux normes internationales, en particulier le principe de la responsabilité de protéger, étudier tous les moyens nécessaires pour mettre un terme aux actes de violence visant des minorités. Elle doit, tout en accordant la priorité aux initiatives diplomatiques, à la médiation et aux mesures d'assistance, être prête à mener une action collective, conformément au chapitre VII de la Charte des Nations Unies, dès lors qu'un État refuse manifestement de protéger ses populations.

C. Recommandations concernant les situations d'après violence

1. Recommandations adressées aux États

61. Immédiatement après des violences, les États doivent élaborer et appliquer des stratégies de communication efficaces destinées à faciliter la surveillance de la situation, et engager sans délai un dialogue constructif avec les responsables des communautés minoritaires afin de prendre connaissance de leurs préoccupations et de leurs besoins immédiats et de contribuer à instaurer ou à rétablir un climat de confiance.

62. Il convient d'entreprendre une évaluation des situations d'urgence en matière de sécurité et d'urgence humanitaire en cours, afin de recenser les besoins à court, moyen et long termes et les risques auxquels sont exposées les différentes communautés minoritaires, particulièrement lorsqu'elles ont été déplacées et privées de leurs moyens de subsistance et qu'il leur est impossible de rentrer rapidement dans leur lieu d'origine.

63. Dès la fin des violences ou des conflits, les États doivent réagir de manière cohérente, prompte et efficace de façon à garantir la sécurité de base et la sûreté physique des minorités, notamment en leur fournissant des services essentiels tels qu'un logement, l'accès à l'eau et à l'assainissement, des soins de santé et une éducation élémentaire.

64. Au lendemain de violences ou de conflits, les femmes et les filles appartenant à des minorités risquent d'être particulièrement exposées à des violences sexistes. Les États doivent porter une attention particulière à la situation des femmes appartenant aux diverses minorités ethniques, nationales, religieuses ou autres, qui sont souvent prises pour cible dans les situations d'après conflit en tant que représentantes symboliques de leur communauté. Lorsque, dans des situations d'après violence, les femmes assument les rôles de chef de famille et de responsables de leur communauté, ces rôles doivent être reconnus et pleinement intégrés aux processus décisionnels postérieurs aux violences.

65. Les États doivent porter une attention particulière à la situation et à la sécurité des minorités touchées par des conflits dans lesquels elles ont été prises sans y être parties, notamment en les protégeant de la violence et des cooptations forcées par les principales parties au conflit.

66. Conformément aux Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, les États doivent porter une attention particulière aux communautés qui ont été déplacées au lendemain de violences ou d'un conflit. Ils doivent évaluer leurs besoins et, s'il y a lieu, leur garantir la possibilité de retourner durablement, de leur plein gré et en toute sécurité dans leur lieu d'origine. Toute décision concernant leur retour ou leur réinstallation doit être prise en consultation avec les communautés concernées et, lorsqu'il n'est pas possible de leur garantir un retour en toute sécurité, il conviendra d'étudier des solutions appropriées à court, moyen et long termes pour éviter une prolongation de la situation de déplacement.

67. Les États doivent entreprendre une analyse approfondie des violences et des conflits afin d'en déterminer les causes sous-jacentes et d'éviter que les violences ne se reproduisent ou qu'elles ne dégénèrent en véritable conflit. À cette fin, il conviendra d'intégrer des indicateurs relatifs aux droits des minorités à tout cadre d'analyse des conflits.

68. Il convient d'entreprendre dès que possible des missions d'établissement des faits et d'enquête sur les violences, en particulier des enquêtes concernant les morts, les blessés, les violations graves et autres actes de violence contre des membres de communautés. L'établissement des faits doit comporter une évaluation de l'existence ou de la persistance d'un risque de nouvelles violences. S'il existe un risque que les violences se poursuivent, il convient de prendre des mesures de maintien de l'ordre appropriées en maintenant ou en renforçant la présence des forces de l'ordre.

69. Les programmes vérité, justice et réconciliation mis en place dans les situations d'après violence doivent être élaborés avec la pleine participation des communautés minoritaires touchées et doivent viser à renforcer le pouvoir d'action des victimes, à leur rendre justice et à leur accorder des réparations, ainsi qu'à leur rendre leur dignité et à leur donner la possibilité de repartir dans la vie. Les programmes et stratégies de reconstruction et de consolidation de la paix élaborés dans des situations d'après violence doivent être conçus de façon à refléter le caractère interdépendant et complémentaire du développement, de la paix, de la sécurité et des questions relatives aux droits de l'homme des minorités.

70. Les mécanismes de justice transitionnelle doivent être accessibles, indépendants, impartiaux et efficaces pour enregistrer, instruire et juger les plaintes émanant d'individus ou de groupes d'individus appartenant à des minorités. Les États doivent éliminer les obstacles de droit et de fait qui empêchent les personnes appartenant à des minorités d'exercer leur droit d'obtenir réparation, en particulier les règles contraignantes et discriminatoires en matière de preuve, les exigences de procédure, les mesures d'amnistie et les dispositions relatives à l'immunité.

2. Recommandations adressées aux acteurs non étatiques

71. Dans les situations d'après conflit et d'après violence, les acteurs humanitaires doivent veiller avec une attention particulière à ce que l'aide humanitaire parvienne aux communautés minoritaires touchées et à ce que celles-ci ne fassent pas l'objet de discrimination ou d'exclusion dans l'accès à l'assistance. Ils doivent fournir l'assistance en veillant à ce que leurs opérations n'exposent pas les bénéficiaires à d'éventuelles nouvelles violences.

72. Tous les acteurs qui entreprennent des évaluations des besoins dans des situations d'après conflit ou d'après violence doivent être conscients des dimensions politiques et de celles liées à la sécurité qui ont une incidence sur les minorités, et ils doivent promouvoir une coopération effective entre les minorités et les acteurs politiques et les acteurs de la sécurité présents sur le terrain. Les équipes chargées d'évaluer les besoins doivent disposer des compétences nécessaires en matière de droit des minorités et utiliser des outils d'évaluation élaborés en concertation avec les minorités.

73. Les communautés minoritaires doivent établir ou restaurer la communication au sein des communautés de victimes, et, si possible, avec les autres communautés, y compris avec celles qui ont pu commettre des violences. À cette fin, les responsables communautaires peuvent envisager de participer à des programmes destinés à promouvoir le dialogue et la confiance mutuelle.

74. Les médias peuvent jouer un rôle important dans la promotion du dialogue interconfessionnel et interculturel entre les communautés et contribuer à favoriser l'instauration d'une culture de paix et de dialogue, notamment en assurant une couverture indépendante et impartiale des événements et du processus de paix engagé au lendemain des violences ou du conflit.

75. Les jeunes appartenant à des groupes minoritaires ou des groupes majoritaires touchés par les violences ou par le conflit en qualité de victimes ou d'auteurs d'actes violents, ou qui n'y ont au contraire joué aucun rôle, doivent être encouragés à dialoguer directement, à rechercher les valeurs qui leur sont communes, à explorer leurs différences culturelles et à débattre des questions relatives à la paix.

76. Les institutions nationales de protection des droits de l'homme doivent participer pleinement à la reconstruction d'une solide culture des droits de l'homme, notamment en mettant l'accent sur les programmes de formation, d'éducation et de sensibilisation destinés à garantir que les droits des minorités sont à la fois compris et respectés. Elles doivent surveiller les problèmes qui se posent après les violences et qui ont des incidences sur les minorités, en informer les pouvoirs publics, conseiller les autorités et s'assurer que les droits et les perspectives des minorités sont bien intégrés dans tous les programmes de reconstruction et les programmes qui font suite aux violences.

3. Recommandations adressées aux acteurs régionaux et internationaux

77. Les organisations régionales doivent maintenir une communication étroite et constante avec les gouvernements nationaux des pays touchés par la violence, et, si nécessaire, appuyer les initiatives de médiation, les mesures prises pour rétablir la sécurité et garantir le respect des droits de l'homme et les opérations humanitaires.

78. S'il y a lieu, et conformément aux procédures et mécanismes existants, l'ONU doit envisager la création de commissions d'enquête composées d'experts internationaux et chargées d'entreprendre un examen indépendant des faits de violence, d'établir les responsabilités des atrocités commises et de formuler des recommandations fondées sur leurs évaluations. Les États qui font l'objet des enquêtes doivent coopérer pleinement avec ces commissions et garantir à leurs membres un accès libre et complet.

79. Les organes, mécanismes et institutions spécialisées des Nations Unies présents sur le terrain doivent veiller à mobiliser suffisamment de compétences dans le domaine des droits des minorités pour promouvoir et coordonner les efforts de développement des capacités de consolidation de la paix dans les pays où des violences intercommunautaires se sont produites.

80. S'il y a lieu et conformément au droit international, la communauté internationale peut envisager d'appuyer une saisine du Tribunal pénal international dans le cas où un État refuse de traduire en justice les auteurs d'atrocités commises contre des minorités ou n'est pas en mesure de le faire.
